

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Services techniques

DECEMBRE 2018

ARST_2018_167	DEMENAGEMENT_26_RUE_ERNEST_RENAN_MAHJOUBI_ STATION_CAMION_DU 15.12.18 AU 16.12.18	1-2
ARST_2018_168	TRAVAUX_EIFFAGE_ENTREE_CHARRETIERE_35_RUE_ DE_MARSANNAY_DU 10.12.18 AU 21.12.18	3-4
ARST_2018_169	TRAVAUX_LHTP_CHAMBRE_ORANGE_9_RUE_GEORGE_ SAND_DU 14.12.18 AU 21.12.18	5-6
ARST_2018_170	TRAVAUX_DESERTOT_REFECTION_CANIVEAUX_IMPASS E_DES_BOURDENIERES_DU 10.12.18 AU 28.12.18	7-8
ARST_2018_171	TRAVAUX_SNCTP_CIRCULATION_114_AV_CARRAZ_ BRANCHEMENT_GAZ_DU 17.12.18 AU 20.12.18	9-10
ARST_2018_172	TRAVAUX_SNCTP_STATIONNEMENT_114_AVENUE_ CARRAZ_BRANCHEMENT_GAZ_DU 17.12.18 AU 20.12.18	11-12
ARST_2018_173	TRAVAUX_LHTP_62_RUE_DE_MARSANNAY_CONDUITE_ ORANGE_DU 17.12.18 AU 21.12.18	13-14
ARST_2018_174	STATIONNEMENT_INTERDIT_POUR_INAUGURATION_ AUTOPARTAGE_PLACE_PIERRE_MEUNIER_21.12.2018	15-16
ARST_2018_175	DEMENAGEMENT_MAHJOUBI_26_RUE_RENAN_ET_11_R UE_DOLTO_DU 22.12.18 AU 23.12.18	17-18
ARST_2018_176	TRAVAUX_ENEDIS_51_AU_57_RUE_DU_11_SEPTEMBRE_ DU 07.01.19 AU 11.01.19	19-20
ARST_2018_177	TRAVAUX_ENEDIS_51_57_RUE_11_SEPTEMBRE_ BRANCHEMENT_RESEAU_STATIONNEMENT_DU 07.01.19 AU 11.01.19	21-22
ARST_2018_178	CHANTIERS_COURANTS_DE_VOIRIE_ARRETE_ PERMANENT	23-24
ARST_2018_179	STATIONNEMENT_CHAPITRE_ET_BOULODROME_ MANIFESTATION_ATAC_DU 18.01.19 AU 20.01.19	25-26
ARST_2018_180	TRAVAUX_COUVRACIER_GUILLEMIN_ROYER_ NACELLES_39_RUE_GAMBETTA_DU 07.01.19 AU 15.02.19	27-28

ARST_2018_181	DEMENAGEMENT_ROY_25_RUE_CHANGENET_ STATIONNEMENT_POUR_CAMION_DU 12.01.19 AU 13.01.19	29-30
---------------	--	-------

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement de Madame Malika MAHJOUBI au 26 rue Ernest Renan, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement au 26 rue Ernest Renan, il convient de réserver 2 places de stationnement pour le camion de déménagement devant l'entrée du 26 rue Ernest Renan.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 15 décembre au 16 décembre 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Madame Malika MAHJOUBI,
Centre Technique Municipal,
Police Municipale,
Dossier,

Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 04/12/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de remise en état d'une entrée charretière, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 35 rue de Marsannay.

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise EIFFAGE est autorisée à intervenir au droit du 35 rue de Marsannay, sur trottoir et chaussée, pour des travaux de remise en état d'une entrée charretière.

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. Une signalisation réglementaire sera mise en place de part et d'autre du chantier.

La largeur de la chaussée sera rétrécie et la circulation se fera par alternat sur une longueur maximale de 30 mètre(s), suivant les règles générales du Code de la Route.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 10 décembre au 21 décembre 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise EIFFAGE sur le chantier, pendant toute la durée des travaux.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise EIFFAGE, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,

Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise EIFFAGE,
Police Municipale,
KEOLIS/DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 06/12/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux sur chambre Orange par l'entreprise LHTP, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 9 rue Georges Sand.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise LHTP est autorisée à intervenir au droit du 9 rue Georges Sand pour des travaux sur chambre Orange.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée par alternat, sur une longueur de 20m.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir. Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. Une signalisation spécifique sera mise en place.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 14 décembre au 21 décembre 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise LHTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise LHTP, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,

Monsieur le Directeur de l'entreprise LHTP,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 06/12/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de réfection de caniveaux par l'entreprise DESERTOT, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement et la circulation impasse des Bourdenières.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise DESERTOT est autorisée à intervenir pour des travaux de réfection de caniveaux impasse des Bourdenières.

La circulation sera interdite sur la totalité de l'impasse pendant les travaux (rue barrée).

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement piétons.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 10 décembre 2018 au 28 décembre 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise DESERTOT sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise DESERTOT sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise DESERTOT,

Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 07/12/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 181098 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise SNCTP pour le compte de GRDF

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise SNCTP à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux de gaz que doit réaliser l'entreprise SNCTP pour le compte de GRDF, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation :
AVENUE ROLAND CARRAZ

ARRÊTE**Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX

INTERDICTION DE STATIONNEMENT, NEUTRALISATION DE VOIE et LIMITATION DE VITESSE

du 114 au 116 AVENUE ROLAND CARRAZ (Chenôve), à compter du 17/12/2018 jusqu'au 20/12/2018, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement. Ce passage, d'un mètre quarante de largeur minimum, sera délimité au moyen de barrières.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit au droit des numéros pairs sur une longueur de 20 mètres.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise SNCTP.

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Police Municipale,
- L'entreprise SNCTP,

- GRDF,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 13/12/2018
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 181098 par laquelle SNCTP pour le compte de GRDF sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant SNCTP pour le compte de GRDF à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDERANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise SNCTP pour le compte de GRDF, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier 114 au 116 AVENUE ROLAND CARRAZ, que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRETE**Article 1**

L'entreprise SNCTP est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public du 114 au 116 AVENUE ROLAND CARRAZ (Chenôve) sur trottoir et sur stationnement, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée, du 17/12/2018 au 20/12/2018.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise SNCTP doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise SNCTP a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise SNCTP devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-

renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Police Municipale,
- L'entreprise SNCTP,
- GRDF,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 13/12/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de pose de conduite Orange par l'entreprise LHTP, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 62 rue de Marsannay.

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise LHTP est autorisée à intervenir au droit du 62 rue de Marsannay pour des travaux de pose de conduite Orange.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée par alternat, sur une longueur de 20m.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir. Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. Une signalisation spécifique sera mise en place.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 17 décembre au 21 décembre 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise LHTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise LHTP, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,

Monsieur le Directeur de l'entreprise LHTP,
Police Municipale,
KEOLIS DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 13/12/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de l'inauguration du service Citiz Autopartage, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement sur le parking place Pierre Meunier.

ARRÊTE

Article 1 :

Les 3 places de stationnement à côté de la place réservée à Citiz Autopartage, ainsi que les 3 places en face, seront réservées pour la manifestation de l'inauguration du service Citiz Autopartage.

Le stationnement est strictement interdit sur ces places pendant la durée de la manifestation.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le vendredi 21 décembre 2018 de 12h00 à 15h30.

Article 3 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques de la Ville, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Direction de la Cohésion Sociale et Urbaine,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal (service fêtes et cérémonies),
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 19/12/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement de Madame Malika MAHJOUBI du 26 rue Ernest Renan au 11 rue Françoise Dolto, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement de Madame MAHJOUBI, il convient de réserver 2 places de stationnement pour le camion de déménagement devant l'entrée du 26 rue Ernest Renan et 2 places de stationnement devant l'entrée du 11 rue Françoise Dolto.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 22 décembre au 23 décembre 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Madame Malika MAHJOUBI,
Centre Technique Municipal,

Police Municipale,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 19/12/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 190023 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise SANUELEC pour le compte de ENEDIS

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise SANUELEC à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux d'électricité que doit réaliser l'entreprise SANUELEC pour le compte de ENEDIS, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE DU 11 SEPTEMBRE

ARRÊTE**Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX

INTERDICTION DE STATIONNEMENT, NEUTRALISATION DE VOIE et LIMITATION DE VITESSE

du 51 au 57 RUE DU 11 SEPTEMBRE (Chenôve), à compter du 07/01/2019 jusqu'au 11/01/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. La signalisation suivante sera mise en place de part et d'autre du chantier : panneau "Piétons, traversez" + 30 mètres avant le chantier : AK5 + panneau "Traversée de piétons".

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit au droit des numéros impairs sur une longueur de 20 mètres.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise SANUELEC.

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale
- L'entreprise SANUELEC
- ENEDIS

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 19/12/2018
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 190023 par laquelle SANUELEC pour le compte de ENEDIS sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant SANUELEC pour le compte de ENEDIS à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDERANT :

- que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise SANUELEC pour le compte de ENEDIS, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE DU 11 SEPTEMBRE,
- que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRETE**Article 1**

L'entreprise SANUELEC est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public du 51 au 57 RUE DU 11 SEPTEMBRE (Chenôve) sur trottoir et sur stationnement, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée, du 7/01/2019 au 11/01/2019,

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise SANUELEC doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise SANUELEC a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise SANUELEC devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera

dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Technique,
- Police Municipale de Chenôve,
- L'entreprise SANUELEC,
- ENEDIS,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 20/12/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212.1 et suivants,
Vu l'article 135 de la huitième partie du livre 1 de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
Vu le Code de la Route,

Considérant que, pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation pendant la durée des chantiers courants dans l'emprise des voies publiques (études et relevés de terrain, travaux d'entretien et de réparation des chaussées et dépendances, travaux sur réseaux, travaux en limite du domaine public, opérations de manutention, ...) et compte tenu du caractère fréquent et répétitif de ces chantiers, il convient de prendre des mesures spéciales de restriction ou d'adaptation de la circulation et du stationnement susceptibles de s'appliquer au fur et à mesure des besoins,

ARRÊTE**Article 1**

A TITRE PERMANENT : EXPLOITATION DES VOIES PUBLIQUES - CIRCULATION REDUITE - STATIONNEMENT INTERDIT - STATIONNEMENT INTERDIT GENANT

Pour les chantiers courants, situés dans l'emprise des voies ouvertes à la circulation publique dans l'agglomération de Chenôve au sens du Code la Route, ainsi que des voies communales, des voies communautaires et des voies privées ouvertes à la circulation publique situées sur le territoire de la Commune de Chenôve, des restrictions de circulation, des interdictions de stationnement ainsi que des dérogations à certaines règles de circulation et de stationnement peuvent être mises en place au fur et à mesure des besoins pour une durée inférieure ou égale à une journée. Les chantiers qui nécessitent des interdictions de circulation ou qui durent plus de 24 heures doivent faire l'objet d'un arrêté de circulation spécifique.

Les restrictions de circulation peuvent comprendre notamment des réductions de largeur de voirie, des alternats de circulation, des interdictions de dépasser, des limitations de vitesse ou le dévoiement du cheminement des piétons.

Les dérogations peuvent concerner les règles de circulation, de stationnement ou d'arrêt.

Dans tous les cas, un passage sécurisé et protégé est garanti pour les piétons. Quand la situation le permet, ce passage peut éventuellement amener les piétons à traverser la chaussée pour emprunter le coté opposé au chantier.

Le stationnement peut être interdit au titre de l'article R. 417-10 du Code de la Route conférant un caractère gênant à ce stationnement.

Article 2

Les entreprises ou intervenants souhaitant faire usage des mesures prévues par le présent arrêté doivent, préalablement à chaque chantier, solliciter et obtenir auprès des services municipaux ou métropolitains, l'autorisation expresse de le faire et respecter les prescriptions qui leur sont indiquées en retour.

Article 3

La signalisation correspondante, conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation

routière et aux autres textes en vigueur, est fournie, mise en place et entretenue au fur et à mesure des besoins par l'entité qui réalise le chantier.

Article 4

Le présent arrêté vaut permis de stationnement pour les chantiers autorisés conformément à l'article 2.

Article 5

Ampliation du présent arrêté est adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Chenôve,
 - Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale,
 - Monsieur le Directeur Général des Services de DIJON METROPOLE,
 - Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Côte d'Or,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 21/12/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement d'une manifestation sportive organisée par l'association ATAC, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement des véhicules sur l'esplanade du Chapitre et le parking du Boulodrome.

ARRÊTE**Article 1 :**

Cet arrêté déroge à l'arrêté du maire n°156 du 17 décembre 2014, à titre exceptionnel.

Article 2 :

Le stationnement est interdit sur l'esplanade du Chapitre et sur le parking du Boulodrome. La plateforme de stationnement sur l'esplanade du Chapitre et le parking du Boulodrome sont réservés pour accueillir les participants de la manifestation sportive organisée par l'association ATAC.

Deux places de type PMR, provisoires, seront aménagées au droit de la rampe d'accès du Boulodrome, de part et d'autre de ce cheminement sécurisé pour les PMR (avec panneaux PMR de signalisation temporaire implantés).

Article 3 :

Cet arrêté est exécutoire du vendredi 18 janvier 2019 à partir de 13h30 jusqu'au dimanche 20 janvier 2019 à 20h.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques, sous le contrôle de la Police Municipale, conformément à la demande de l'association ATAC.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,

Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur des Services des Sports,
Monsieur le Président de l'association ATAC,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 07/01/2019
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la circulation de nacelles par les entreprises COUVRACIER, GUILLEMIN et ROYER, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public au droit du 39 rue Léon Gambetta.

ARRÊTE**Article 1 :**

Les entreprises COUVRACIER, GUILLEMIN et ROYER sont autorisées à intervenir sur le trottoir au droit du 39 rue Léon Gambetta pour mettre en place des nacelles pour la rénovation d'un bâtiment.
La circulation des piétons est interdite sur le trottoir. Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. Une signalisation spécifique sera mise en place.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire à compter de ce jour jusqu'au 15 février 2019.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par les entreprise COUVRACIER, GUILLEMIN et ROYER sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par les entreprises COUVRACIER, GUILLEMIN et ROYER sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur des entreprises COUVRACIER, GUILLEMIN et ROYER,

Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 07/01/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement d'un déménagement de Monsieur ROY au 25 rue Alfred Changenet (résidence Cour Margot), il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement de Monsieur ROY, il convient de réserver 2 places de stationnement consécutives au droit du 25 rue Alfred Changenet pour le stationnement du camion de déménagement.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire les 12 et 13 janvier 2019.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
SPLAAD,
Monsieur ROY,
CTM,
Police Municipale,

Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 07/01/2019
Qualité : 1er Adjoint délégué aux
travaux